

## Les mouvements sociaux dans le Brésil de Lula et Dilma

Andréia Galvão

Université de Campinas/Chercheure invitée à Triangle

Bonsoir à toutes et à tous,

Je voudrais remercier Sophie Bérout pour l'invitation qu'elle m'a faite, ainsi que David Garibay et Montserrat Emperador Badimón pour accepter de partager avec moi ce cycle dédié aux mouvements sociaux, et à vous, bien sur, d'être venus pour discuter de ce sujet. Je vous demande la permission de lire mon papier pour bien m'en tenir à mon propos et pour essayer de vous épargner mes fautes de français.

J'imagine que vous êtes là pour discuter un peu des manifestations de l'hiver 2013 (été 2013 en France), quand plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues dans 400 villes environ, parmi lesquelles 22 capitales d'états fédérés. Je promets que j'y arriverai mais avant je vais essayer de vous présenter le cadre plus général dans lequel, à mon avis, on doit insérer l'analyse des mouvements sociaux au Brésil, en commençant par une petite note théorique et passant en suite par quelques repères historiques.

La note théorique vaut pour l'ensemble de ce cycle, de façon que je parle aussi au nom de mes collègues, et se réfère à la façon par laquelle nous concevons les mouvements sociaux :

1. Premièrement, nous prenons les mouvements sociaux comme des agents politiques et pas comme des acteurs sociaux éloignés ou coupés de la politique : ils interviennent dans la politique, même s'ils se présentent comme « apolitiques » (ce qui fréquemment veut dire apartisan). En même temps, ils subissent les effets de l'action politique (soient à travers les politiques publiques, la répression, la cooptation...). Nous parlons ainsi de relations réciproques et non des mouvements comme des agents passifs.
2. Deuxièmement, nous comprenons les mouvements sociaux d'une façon élargie, qui recouvre le mouvement syndical. A la différence d'une tradition de la sociologie des mouvements sociaux, celle des nouveaux mouvements sociaux, nous ne séparons pas le mouvement du travail des mouvements structurés

autour d'autres identités, tels que le genre, l'ethnie, l'orientation sexuelle, l'environnement, ni prenons la crise vécue par le mouvement syndical dans les années 1980 et 1990 comme définitive. Il y a toute une bibliographie qui a travaillé sur cette question ici en France, où on a même annoncé la mort des syndicats ou son inadéquation à une société dite post-industrielle dont les représentants les plus connus sont Alain Touraine et Pierre Rosanvallon.

3. Finalement, même si on peut parler de crise, des difficultés, le syndicalisme est vivant, il essaye d'organiser et de mobiliser les travailleurs. Cela est particulièrement important au Brésil, où le mouvement syndical est à l'origine du Parti des Travailleurs (le PT) et entretient de liens privilégiés avec lui, y compris une fois arrivé au pouvoir.

Étant achevé cette petite note, je pose 2 questions de départ:

1. La première est à la fois une question et un constat : Pourquoi le mouvement syndical brésilien a joué un rôle marginal dans les manifestations de 2013 ?
2. La deuxième question constitue une tentative d'expliquer la première : Peut-on parler de renoncement du syndicalisme, de cooptation par le pouvoir dans la mesure où un parti « de gauche » est au gouvernement ?

Pour essayer de répondre à ces questions, je vous propose de reprendre quelques aspects de l'histoire brésilienne récente, parce qu'aucun mouvement est l'oeuvre de l'hasard ou une surprise et il faut les comprendre dans leurs origines. Ces points de repères nous permettent d'établir une périodisation. Chacune des phases correspond à peu près à une décennie :

1. La première phase va de la fin des années 1970 à la fin des années 1980. Les mouvements sociaux ont joué un rôle très important dans le processus de chute de la dictature militaire (qui était en place depuis 1964) et de redémocratisation du pays, dont l'un des moments de plus grande visibilité a été le mouvement pour des élections présidentielles directes de 1983-4, un mouvement qui malgré sa puissance a échoué, donnant lieu aux élections indirectes en 1985. On peut aussi citer, parmi d'autres, le nouveau syndicalisme, dont Lula est sorti ; les mouvements pour l'amélioration de

l'infra-structure dans les quartiers populaires ; pour la construction de logements sociaux dans le banlieues (ce qu'on appelle mutirão – autoconstruction) ; le mouvement pour la santé publique ; le mouvement de sans terre. Ce sont des mouvements fortement influencés par l'Eglise Catholique et par la Théologie de la Libération (notamment à travers les pastorales ouvrières). Même s'il s'agissait, dans la plus grande partie, des mouvements pour des droits sociaux, tous ces mouvements avaient en commun une très forte critique envers l'Etat, un état, au moins jusqu'en 1985, dictatorial, d'où l'idée, fort répandue, d'activisme de la société civile ou de la priorité à la conquête de l'hégémonie dans la société civile et pas à la conquête du pouvoir politique, pour employer la terminologie gramscienne. Malgré cela, la plus grand partie de ces mouvements a participé à la création d'un parti, le PT (en 1980), dont le slogan pour les premières élections auxquelles il s'est présenté était : « Travailleur, vote pour un travailleur ». Les victoires obtenues aux élections municipales à partir de 1988 et le score significatif obtenu par Lula en 1989, quand il est arrivé au second tour des présidentielles, ont emmené le parti à occuper de plus en plus des espaces institutionnels et à développer un modèle de démocratie participative dont le budget participatif introduit en 1989 à Porto Alegre est l'expérience la plus connue.

2. Durant les années 1990, on passe à une deuxième phase, qui marque un changement d'époque. Cette décennie correspond à l'ascension et à la consolidation du néolibéralisme avec le gouvernement de Collor et après les deux mandats de Cardoso (). Une partie de la littérature brésilienne parle d'un rapprochement pervers (Dagnino, 2002) entre les aspirations de participation de la société civile et la déresponsabilisation de l'Etat telle que promue par la pensée néolibérale (il s'agit ainsi de stimuler la participation citoyenne pour se substituer à l'inefficacité de l'Etat). L'ordonnance est bien connue : dégraisser les dépenses publiques pour payer la dette, augmenter le taux d'intérêt pour contrôler l'inflation et attirer les investisseurs étrangers, privatiser les entreprises et services publics etc. Les fonctionnaires deviennent les cibles de la réforme de l'Etat et des retraites. L'austerité

fiscale provoque le manque de ressources pour financer les politiques sociales et le transfert des politiques sociales au marché, aux ONGs, aux OS.

Le tournant néolibéral provoque de profonds impacts sur les mouvements sociaux, particulièrement sur le syndicalisme, touché aussi par la restructuration productive entamé par les entreprises. En témoigne l'augmentation de la précarisation et du chômage (qui atteint 19,3% en 1999, selon le DIEESE). Pour surmonter le chômage, on propose la flexibilisation du marché de travail, une idéologie progressivement assimilée par le syndicalisme même si l'idée d'une déreglementation globale du Code du Travail entraîne quelques résistances. Les deux centrales syndicales les plus importantes, la Centrale Unique de Travailleurs (CUT) et Force Syndicale, incorporent quelques éléments du discours patronal : l'individualisation des carrières, « l'employabilité », l'inévitabilité du processus de restructuration productive, l'acceptation de la négociation de droits, la responsabilité sociale des entreprises. FS est née sous le signe du néolibéralisme, en pronant la conciliation d'intérêt avec le patronat et la modernisation des rapports de travail. Elle défendait l'ouverture économique, les privatisations, la déreglementation du marché du travail, le combat contre les "privilèges" du secteur public et a soutenu les gouvernements Collor et Cardoso (Tropia, 2009). La CUT, qui rassemble les héritiers du nouveau syndicalisme et qui était très combative dans les années 1980, s'opposait à ces gouvernements, mais a changé son discours et sa pratique pour devenir plus responsable aux yeux du patronat. Ainsi, les deux centrales ont adopté le modèle de « syndicat-citoyen », commençant à offrir aux travailleurs les services autrefois offerts par l'État comme qualification professionnelle, agence pour l'emploi, financement aux petits entrepreneurs pour promouvoir l'auto-emploi et l'économie solidaire. Elles ont passé à investir aussi dans des services privés, comme de fonds de pension pour la retraite complémentaire et même des cartes de crédits. Cela provoque un changement dans le concept de citoyenneté, qui devient une citoyenneté segmentée, par la consommation, une fois que les droits associés au marché remplacent les droits universels. Le syndicalisme « citoyen » est, à vrai dire, un syndicalisme de « prestation de service » (Galvão, 2007). Si cela ne représente pas une grande transformation pour FS, le changement pour la CUT est très significatif, dans la mesure où la centrale assume une position plus pragmatique, en entérinant la

compatibilité d'intérêts entre employeurs et travailleurs, aussi bien que le partenariat social, ce qui va s'approfondir sous le gouvernement du PT.

Comme résultat de ce processus de changement, la coopération se substitue au conflit. Même si les grèves ne sont pas le seul indicateur de conflit, on assiste à une chute importante de la moyenne de grèves: de 2000 grèves de catégorie par an aux années 1980 on passe à 900 en 1990.

Dans ce contexte, le Mouvement des Sans Terre - MST (créé en 1984) devient le plus important mouvement social des années 1990. Il rassemble des paysans pauvres et sans terre, des chômeurs qui habitent les banlieues de grandes villes, des salariés urbains précaires et sous-employés. Son idéologie est un socialisme religieux et écologiste, dont le slogan est occuper, résister, produire). Ses formes de lutte et revendications les plus caractéristiques sont (Coletti, 2003):

- Occupation de terres (*campements*) pour que le gouvernement exproprie les propriétés improductives au profit de la réforme agraire
- Demande de ressources pour les *assentamentos* (c'est à dire, pour des terres déjà distribuées): crédits, infra-structure et formation (écoles, qualification technique). Il faut dire que les assentamentos les plus développés créent de coopératives pour placer leurs produits sur le marché, ce qui incite quelques polémiques internes à cause du rapport à la propriété et au marché.
- Le mouvement lutte aussi contre l'industrie agro-alimentaire et les transgéniques, fait la défense de l'environnement et participe au mouvement altermondialiste
- Il participe à la création du *Movimento dos Trabalhadores Sem Teto*, MTST (1997).

D'autres mouvements de sans logis sont créés au cours des années 1990 et emploient, comme le MST, à la fois des formes d'action directe (comme l'occupation de bâtiments publics ou privés, ou de terrains urbains vides) et des formes d'action institutionnelle. Ce qui les différencie est essentiellement la priorité qu'ils donnent à chaque méthode de lutte et la portée des leurs revendications: certains ne visent que l'obtention de logement, tandis que d'autres associent la question du logement à d'autres droits sociaux.

3. On arrive aux années 2000 et à la dernière phase: les critiques que les mouvements sociaux adressent aux gouvernements Cardoso (à cause de la persistance du chômage, de la menace de déreglementation du Code du Travail, de la répression contre les mouvements sociaux) aident à l'affaiblir et rendent possible la victoire du PT aux présidentielles.

Après cette longue introduction, je commence l'analyse de la phase du PT au pouvoir par une hypothèse : malgré le fait qu'on a un parti dit de la sociale-démocratie brésilienne (PSDB), le PT est le vrai parti social-démocrate brésilien (pas seulement à cause de l'origine commune et des liens privilégiés entre le PT et les mouvements sociaux, notamment les syndicats, mais aussi parce qu'ils partagent un projet commun des réformes, même s'il s'agit de réformes limités par rapport à ce qui a été la social-démocratie classique). Je reviendrai sur la question de la social-démocratie après. Pour l'instant, je voudrais dégager deux éléments qui, à mon avis, sont à l'origine de ces limites:

- 1) La composition de la coalition partisane qui a accédé au pouvoir avec le PT . Les mécanismes de fonctionnement du présidentielisme brésilien ont entraîné la constitution d'une coalition partisane large et hétérogène, qui comprend des partis de centre-droite, comme le PL (Parti Libéral) et le PMDB (Parti du Mouvement Démocratique Brésilien), qui ont participé de la liste électorale avec le PT en indiquant les candidats à la vice-présidence de Lula et Dilma. Mais cette composition élargie n'a été possible qu'à cause du changement du programme du PT, d'où la nécessité d'introduire le deuxième élément à l'origine des limites des réformes lancées par le PT.
- 2) Ce deuxième élément est l'impact politique et idéologique du néolibéralisme sur la social-démocratie : cet impact n'est pas superficiel, ni se resume à une conversion des directions. Il atteint également les bases du parti et des mouvements sociaux qui lui sont proches, surtout celles sorties du mouvement syndical, comme j'ai déjà évoqué. Les métallurgistes de l'automobile, les travailleurs des banques et du pétrole, qui sont les principaux représentants du nouveau syndicalisme, ont accepté en partie la perspective privatiste du néolibéralisme. De cette façon, ils ont cru que leur

pouvoir d'organisation et de pression leur permettrait d'obtenir des avantages contractuelles plus importantes que les bénéfices assurés par les politiques publiques, notamment dans le domaine de la santé et de la retraite. Ainsi, ils ont passé à revendiquer de plans privés de santé et des fonds de pension, contrôlés par les syndicats eux-mêmes et en marge de la prévidance publique (Boito Jr., 2003) et à accepter le principe des droits minimaux, qui seraient améliorés selon les conditions de chaque secteur d'activité, voir de chaque entreprise. La reconnaissance de conditions distinctes, de l'individualisation de compétences, justifie des négociations fragmentées, des règles différenciées et, dans quelques cas, la dérogation de la loi par la négociation (Galvão, 2007).

La composition de la coalition partisane et l'impact du néolibéralisme sur la social-démocratie nous aident à comprendre les contradictions des gouvernements du PT par rapport au néolibéralisme, les continuités et ruptures, que je vais essayer de dégager dans la suite.

- Parmi les continuités, je souligne : le maintien d'une politique économique conservatrice, basé sur un taux d'intérêt élevé et sur l'excédent budgétaire primaire ; la réforme des retraites pour les fonctionnaires et une réforme du travail ponctuelle, axée sur des publics cibles, comme les jeunes, les micro et petites entreprises. La suspension des privatisations est, à son tour, un changement contrecarré par la promotion de partenariats public-privés. Cette politique a provoqué plusieurs critiques de la part des mouvements sociaux et un processus de rupture organisationnelle dont je parlerai après.
- Parmi les ruptures : l'abandon du projet de l'ALCA (Accord de Libre-Échange des Amériques) et l'adoption d'une politique commerciale plus protectrice, la priorité aux échanges Sud-Sud, le soutien à la conquête des marchés internationaux par les grandes entreprises brésiliennes, l'expansion du crédit aux familles, la reprise de l'investissement public et de l'embauche de fonctionnaires, l'augmentation de la couverture des politiques sociales et des programmes de transfert de revenus, comme le programme Bolsa Familia. Celui-ci donne une prestation (d'une valeur entre 20 et 40 euros) aux familles en situation de pauvreté extrême et/ou avec des enfants jusqu'à la âge de 17 ans. Ce

sont environ 13.000.000 de familles bénéficiaires en 2012 (à peu près 50.000.000 de personnes aidés, ce qui est très important pour comprendre le soutien populaire au gouvernement).

Malgré ces contradictions entre continuités et ruptures, la politique gouvernementale a donné des résultats positifs, à commencer par la reprise de la croissance économique : la moyenne annuelle du PIB pendant les 8 ans de Cardoso (1995-2002) a été de 2,3% et de 4% dans les 8 ans de Lula (2003-2010). Certes, la croissance a bénéficié du boom des commodities dans le marché international mais s'est maintenue après la crise de 2008, même si la moyenne a enregistré une chute pendant le gouvernement Dilma (en passant à 1,8%). Entre 2003 et 2013 le salaire minimum a enregistré un gain réel de 70,49%. L'augmentation du salaire minimum a profité non seulement aux travailleurs titulaires de contrats de travail formels, mais également à ceux du secteur informel et aux retraités (vu qu'un grand nombre de retraités ne reçoit qu'un salaire minimum, dont la valeur aujourd'hui correspond à 220 euros). Le taux de chômage s'est réduit de la moitié (les taux officiels, de l'IBGE, se situent autour de 5%, ce qui a amené le gouvernement à parler de plein emploi). Cette conjoncture économique a permis aux syndicats l'obtention d'augmentations salariales au-dessus de l'inflation et la signature d'accords collectifs avec des clauses favorables aux travailleurs. L'expansion de la scolarité, notamment de l'enseignement supérieur, à travers la création de nouvelles universités publiques et d'un programme de quotas pour les noirs ou les diplômés des lycées publics, a aussi des repercussions positives parmi les travailleurs, même si le décalage entre les salaires perçus et la qualification acquise est ressenti.

Je fais une parenthèse pour introduire les interprétations diffusées dans le débat politique et dans la littérature à partir de ces changements :

1. un premier enjeu concerne la rupture ou le maintien du néolibéralisme : peut-on parler de post-néolibéralisme ? Ou serait-il plus prudent de parler d'une réforme du modèle néolibéral vers le néodeveloppementalisme ou le social-libéralisme? Cette deuxième interprétation me semble plus appropriée, étant donné le maintien de la politique macroéconomique néolibérale.
2. Un deuxième enjeu concerne une thèse largement répandue par le gouvernement et par quelques économistes, qui, en regardant l'amélioration

du revenu et de la consommation, soutiennent que le Brésil est devenu un pays des classes moyennes. Les données indiquent, certes, une réduction des inégalités sociales, une amélioration de la distribution de revenu, mais on n'observe pas un changement dans la structure sociale brésilienne. D'abord, la propriété foncière reste très concentrée. En suite, la plus grande partie des emplois créés dans les dernières années paient des bas salaires (entre 1 et 3 salaires minimum, soit entre 220 e 660 euros), le taux d'informalité est encore très élevé, même s'il est en chute (on chiffre 43,4% de travailleurs au noir en 2012, des travailleurs qui ne bénéficient pas de la sécurité sociale). Ainsi, ce que quelques chercheurs nomment une nouvelle classe moyenne est, à vrai dire, un secteur des classes populaires qui est sorti du chômage, a accédé à la consommation et a augmenté sa scolarisation à travers l'expansion de l'accès aux universités assuré par de programmes gouvernementaux.

Comment les mouvements sociaux ont réagi à cette nouvelle conjoncture politique et économique ?

D'abord, il faut rappeler que les voies de la participation populaire ont été renforcées par les gouvernements du PT aussi bien au niveau fédéral que dans celui des municipalités. Le conseil municipal d'habitation à São Paulo, par exemple, a été créé par l'administration de Marta Suplicy en 2002. Le gouvernement fédéral à son tour, a conçu des organismes tripartites pour discuter les réformes et les politiques publiques qu'il envisageait de mettre en oeuvre. La participation des dirigeants de mouvements sociaux dans ces conseils et forums, aussi bien que la participation des ex-leaders de la CUT au premier et second rang du gouvernement fédéral, a provoqué beaucoup de controverses internes sur les rapports entre les mouvements et l'Etat. Est-ce que la participation met en question l'autonomie des mouvements ? Comment participer à un gouvernement qui a attaqué la retraite des fonctionnaires et qui est soutenu par une coalition de laquelle participent les patrons de quelques secteurs industriels (les mines, l'industrie navale, le bâtiment) et de l'agroalimentaire ? Ces controverses ont déclenché un processus de rupture organisationnel et l'éclatement des mouvements sociaux : à la suite de la réforme de retraites de fonctionnaires, un nouveau parti politique a été lancé (le Parti Socialisme et Liberté - PSOL), ainsi que de nouvelles centrales syndicales à

gauche de la CUT (la Coordination Nationale de Luttas, Conlutas, lié au Parti Socialiste des Travailleurs Unifié - PSTU, une ancienne scission du PT, et l'Intersindical, lié au PSOL). Ces partis et ces centrales rassemblent une partie de la classe moyenne formée par les fonctionnaires, touchés par la réforme des retraites, par une expansion de l'université publique qui se fait dans des conditions parfois précaires, par la transposition d'une logique du privé dans le public (comme les formes d'évaluation, des exigences de productivité etc), ce qu'ils n'attendaient pas d'un gouvernement du PT. Les fonctionnaires sont, d'ailleurs, le secteur majoritaire dans ces deux centrales. Conlutas est une centrale singulière, puisqu'elle regroupe non seulement des organisations syndicales, mais également des mouvements populaires (des mouvements noirs, de femmes, de lutte pour la terre et pour le logement, des homosexuels, des étudiants). Elle a participé à la création d'un nouveau mouvement étudiant (Assemblée Nationale des Etudiants –Libre ANEL) en concurrence à l'Union Nationale des Etudiants (UNE), qui jusqu'à ce moment était la seule organisation des universitaires brésiliens . On observe aussi des scissions du MST.

Le MST connaît une perte de capacité d'organisation et de mobilisation, ce qui se doit en partie à l'amélioration du marché du travail, qui a réduit sa base sociale potentielle. Le mouvement est aussi divisé entre les familles encore campées dans les fermes et qui sont à l'attente d'avoir l'accès à la propriété et les familles *assentadas* (ayant bénéficié de la redistribution de terre et qui demandent de l'argent public pour améliorer l'infrastructure du terrain et produire). Comme le gouvernement est soutenu par l'agronégoce, il a maintenu une loi de Cardoso qui interdit l'expropriation de terres occupées et a réduit le rythme des expropriations de terres : ces sont 460.269 familles *assentadas* par FHC et 377.847 par Lula (cf. Dataluta, 2011). Par conséquent, les occupations enregistrent une chute et passent de 539 à 184 entre 2003 et 2010. Une partie du mouvement considère qu'il faut profiter du crédit « bon marché » disponible et donner la priorité à l'agriculture familiale, qui est, d'ailleurs, bénéficié par des programmes d'achat de leur produits pour les cantines d'écoles publiques. Pour profiter de ces opportunités, il faut maintenir les rapports de coopération avec le gouvernement, ce qui alimente des critiques internes. Ces critiques ne relèvent pas seulement des différences idéologiques, mais aussi d'un clivage de genre : elles sont surtout adressées à l'activisme des femmes, qui ont participé à la destruction des transgéniques de grandes

multinationales comme Aracruz Cellulose par la Via Campesina (2006) et à l'occupation d'une grande exportatrice de jus d'orange (Cutrale, en 2009). Selon les critiques, avec ce type d'actions, les femmes contribueraient à dégrader l'image du mouvement (Pinassi, 2009).

La priorité donnée par le gouvernement aux intérêts de l'agronégoce a provoqué l'augmentation du chômage dans le milieu rural, en perpétuant l'exode vers la périphérie de grands villes et en intensifiant le problème de logement. Mais différemment du cas de sans terre, les données indiquent que l'occupation d'immobiliers urbains a augmenté dans le premier gouvernement de Lula. La création du programme Ma Maison, Ma Vie à la suite de la crise de 2008 avait pour but déclaré de réduire le déficit de logements et d'augmenter l'offre d'emplois dans le secteur du bâtiment, en donnant de cette façon une réponse à la population organisée par les mouvements de sans logis. Cependant, la plupart des maisons bâties ne se trouvent pas dans les régions où le déficit est plus élevé et ne peuvent pas être acquises par la population la plus démunie (Hirata ; Oliveira, 2012). Elles ne correspondent pas non plus à une des exigences d'une partie des mouvements, qui revendiquent le droit d'habiter le centre ville pour être plus proche des opportunités de travail. Devant l'absence d'espace au centre ville des métropoles ou le prix exorbitant des terrains disponibles, une grande quantité de maisons populaires est bâtie dans la périphérie, ce qui rend le déplacement entre chez soi et le travail très long et cher. Dans une ville comme São Paulo, il est courant de passer 3 heures par jour dans le trajet maison-travail. Comme le transport en commun – qui dépend de municipalités et des états fédérés - est normalement très précaire et inefficace, cette politique a paradoxalement contribué à aggraver le chaos de la circulation et à approfondir la ségrégation spatiale déjà fort enracinée dans le pays.

Une autre source d'insatisfaction concerne la position du gouvernement face à la répression et la criminalisation des mouvements. Même si le gouvernement démontre avoir de la sympathie par rapport aux mouvements sociaux, en dialogant avec eux et en recevant leurs dirigeants, il n'essaie pas à trouver de solutions pour des conflits qui aboutissent aux disputes juridiques autour de la reprise de propriétés, même quand les municipalités et les états fédérés concernés par ces conflits sont gouvernés par des partis alliés au PT. Les expulsions conduites par la police militaire – un héritage de la dictature – sont violentes et produisent fréquemment des victimes. Très souvent, les

familles délogées ne savent pas où aller, comme dans le cas d'une grande occupation urbaine désaffectée en 2012 près de São Paulo (Pinheirinho).

Les conséquences sociales de ces expulsions qui résultent des conflits avec les propriétaires sont dramatiques. Mais les populations à déplacer ont aussi augmenté en conséquence d'une politique gouvernementale : les grands oeuvres du Programme d'Accélération de la Croissance (PAC). Ces oeuvres ont produit plusieurs collectifs militants opposés aux déplacements provoqués par la construction d'usines hydroélectriques, de ports, de stades de foot, soit parce que le dédommagement est petit, soit parce que les alternatives de logement proposés ne conviennent pas aux familles.

Étant donné ce scénario, ma démarche consistera à identifier et à caractériser deux positions contrastées à partir d'exemples pris surtout du mouvement syndical mais que l'on peut retrouver dans d'autres mouvements :

1. D'un côté, se situent les mouvements qui font des critiques ponctuelles au gouvernement et qui le considèrent comme un allié, en craignant un possible retour du PSDB au pouvoir. Ils prônent la modération politique et donnent la priorité à l'action institutionnelle, même s'ils appellent aux grèves et aux manifestations. Ils sont la majorité des mouvements, y compris la CUT, FS et le MST, et réclament le développement durable, le travail décent et la distribution des revenus. Ils participent activement aux organisations tripartites mais leur intervention est limitée, car une partie minoritaire de ses propositions est effectivement discutée, et une partie encore moindre est mise en œuvre. La proposition qui a eu le plus de succès a été la politique de valorisation du salaire minimum, fruit d'un accord négocié entre les centrales syndicales et le gouvernement en 2007. D'autres revendications, comme la réduction du temps de travail à 40 heures hebdomadaires, la fin du licenciement sans cause réelle et sérieuse, l'obligation de négociation collective dans la fonction publique, la fin de la soustraction provoquent ou bien l'indifférence du gouvernement, ou bien une réaction négative de la part des membres de la coalition politique qui le soutient.
2. De l'autre côté, se situent les mouvements qui sont dans une opposition systématique et qui ne font pas de distinction entre les gouvernements du PT et de Cardoso. Ils sont minoritaires et liés aux partis d'extrême gauche, sortis

du PT, le PSTU et le PSOL, et aux centrales syndicales sorties de la CUT. Conlutas et Intersindical accusent les gouvernements « pétistes » de poursuivre une politique néolibérale, caractérisée par la domination de la logique financière, par la priorité donnée à la stabilité monétaire et à l'équilibre fiscal. Elles dénoncent la privatisation « blanche », faite au travers des partenariats public-privés, reprochent aux gouvernements Lula et Dilma de ne pas avoir annulé les privatisations réalisées par le gouvernement Cardoso. Leurs discours est à la fois anti-néolibérale et anti-capitaliste.

La coexistence, voire, la concurrence, entre ces deux composantes, c'est à dire, entre le secteur majoritaire et le secteur minoritaire des mouvements sociaux, a produit un cadre social dynamique, de façon que la priorité donnée à l'action institutionnelle et au partenariat social ne signifie pas l'absence de mobilisation et de conflit. Entre 2003 et 2009, les centrales syndicales, toutes confondues, avec d'autres mouvements sociaux, ont promu six marches nationales de la "classe de travailleurs", en réclamant la récupération du salaire minimum, le maintien de l'emploi et la défense des droits sociaux. En 2009, elles ont appelé à deux journées unifiées contre les effets de la crise économique et en 2013 ont organisé la septième édition de la marche des travailleurs. Mais ces marches et journées d'action rassemblaient à peine quelques dizaine de milliers de manifestants.

Dans ce qui concerne spécifiquement les syndicats, les statistiques enregistrent une certaine reprise des indicateurs de grèves sectorielles ou d'entreprises. Bien que les données révèlent que la moyenne annuelle de grèves reste toujours inférieure à celle des années 1990, qui a été la période la plus dure pour le syndicalisme (on a enregistré 360 grèves en moyenne aux années 2000 contre 900 en 1990, selon le Dieese), le nombre de grèves est en hausse et cela se traduit par des conquêtes matérielles pour les travailleurs (Marcelino ; Boito, 2010).

Comment intégrer ces données dans la grille d'analyse que j'ai proposé plus haut, qui identifie un secteur majoritaire politiquement modéré et un secteur minoritaire radical ? La mobilisation existe, on l'a vu, mais jusqu'à 2013 elle était fort réduite. Le secteur majoritaire manifeste, mais il a peur que la mobilisation ne déstabilise politiquement son allié. Il n'abandonne pas la rue, mais il s'y éloigne au profit de la négociation institutionnelle. Cette lacune n'est pas comblée par le secteur radical, qui

essaye d'organiser et de mobiliser les travailleurs, mais a du mal à le faire. Ces difficultés sont dues à deux ordres de raisons. D'abord, les effectifs de *Conlutas* et de l'*Intersindical* sont faibles et, par conséquent, leur capacité de mobilisation. Deuxièmement, la critique à la « politique néolibérale du gouvernement » est trop abstraite et n'a pas de soutien populaire, puisque qu'elle ne tient pas compte des différences entre les gouvernements « pédistes » et ceux de Cardoso. En laissant de côté les nuances, ce secteur devient incapable de dialoguer avec la perception dominante chez les travailleurs, qui voient leur situation matérielle s'améliorer. Par exemple, Conlutas reconnaît la popularité du gouvernement (Lula a laissé le gouvernement avec 80% d'opinions favorables et Dilma avait 79% en mars 2013 selon les sondages d'opinion du Ibope), mais selon l'organisation cette popularité relève d'une illusion (Conlutas, 2010).

Le secteur minoritaire considère que les directions du secteur majoritaire ont trahi les travailleurs, en attribuant à la bureaucratisation syndicale le retrait des directions par rapport aux bases. Cette compréhension est proche de l'interprétation de quelques chercheurs, pour qui le gouvernement a adopté des mesures pour « annuler la force autonome et indépendante du mouvement syndical, au travers d'une cooptation permanente de ses directions et d'un processus d'étatisation des organisations des travailleurs » (Druck, 2006, p. 330-331). D'autres auteurs (Coutinho, 2010 ; Antunes, 2011) ajoutent à la thèse de la cooptation le concept gramscien de transformisme. Ce type d'analyse est simplificatrice et reductrice, puisqu'elle ne regarde qu'un aspect du problème, les directions, en laissant de côté le rôle des bases. Elle ignore le fait que le parti et le syndicalisme qui lui est proche partagent un même projet politico-idéologique et ne tient pas en compte de l'impact du néolibéralisme sur les organisations et les partis sociaux-démocrates, comme je l'ai dit plus haut.

Ni l'hypothèse de la cooptation, ni celle de renoncement du syndicalisme, que j'avait présenté comme questions de départ de mon exposé, expliquent ce que je considère comme un processus plus profond et complexe. Le néolibéralisme a produit une forme de social-démocratie particulière : il s'agit d'une social-démocratie sans réforme ou avec peu de réformes (Arcary, 2011 ; Boito Jr. et al, 2011 ; Singer, 2012) ou, selon le concept forgé par un politologue uruguayen, Jorge Lanzaro, une social-démocratie « créole », marquée par une certaine continuité du « paradigme néolibéral »

et par une « conception réformiste effective, mais modérée » (Lanzaro, 2008, p. 50). Dans le cas brésilien, cela produit ce que un autre politologue (Singer, 2012) appelle le phénomène du « lulisme » : un réformisme lent, sans rupture et sans confrontation envers le capital, qui aurait changé la base sociale du PT, en éloignant le secteur de classes moyennes dont le capital culturel est plus élevé (qui auraient adhéré à l'extrême gauche ou aux verts) et en approchant les classes populaires de plus bas revenu (les bénéficiaires des politiques sociales).

Cela nous aide à comprendre la distance relative entre l'ensemble du mouvement syndical et les manifestations de juin 2013. Même si les travailleurs et les syndicalistes étaient présents dès le début des manifestations, les centrales n'ont adhéré en tant qu'organisations que tardivement. Mais avant de parler des rôles de centrales, essayons de décrypter le mouvement de cet hiver.

Il a commencé à partir d'un mouvement pour la gratuité des transports, le Mouvement Passe Livre (MPL), qui existe depuis 2005 dans quelques grandes villes, et dont le slogan est « Pour une vie sans tourniquets ». Ce mouvement, qui a repris le projet pour le tarif gratuit conçu par le gouvernement du PT de la ville de São Paulo en 1988, protestait à chaque augmentation de tarif de transport dans les principales villes du pays, sans arriver à rassembler du monde ni à renverser les décisions des municipalités.

Voilà que le 20/06/2013, plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues dans quelques 400 villes. Qu'est-ce que c'est passé ? Pourquoi ils ont réussi à rassembler autant de gens maintenant ? Plusieurs éléments explicatifs peuvent être évoqués, autant de moyen terme que ceux plus conjoncturels.

Je commence par le moyen terme. J'ai mentionné toute à l'heure l'opposition de gauche au gouvernement, il faut présenter maintenant l'opposition de droite, formée par la bourgeoisie la plus intégrée aux marchés financiers internationaux, ceux qui vivent de la spéculation, de la rente, et la haute classe moyenne qui est surtout insérée dans le privé, les cadres, les consultants etc. Ces secteurs critiquaient le PT pour plusieurs raisons. Il y a de préjugé social contre l'origine de Lula, une tradition d'anti-petisme très enracinée, un soutien au néolibéralisme le plus dur, un anti-Etatisme, des critiques à l'interventionisme, voir, au dirigisme attribué aux gouvernements du PT. Dans le cas spécifique de la haute classe moyenne (celle dont le capital économique est plus

important que le capital culturel), on trouve une aversion aux politiques sociales : elle déteste le fait que l'impôt qu'elle paye soit employé pour donner de l'argent aux pauvres, lesquels à ses yeux ne veulent pas travailler (il faut souligner que le taux maximale d'impôt est de 27,5% et touche également tous ceux qui gagnent plus de 1400 euros). Cette classe moyenne s'oppose à la démocratisation promue par certaines politiques qui contrent une conception à laquelle elle tient beaucoup : la méritocratie. Ainsi, elle reproche la massification de l'accès à l'université promue par les quotas pour les noirs ou les diplômés des lycées publics, ces « incompetents » favorisés par le gouvernement, parce qu'elle pense pâtir de la dévaluation des diplômes. Pour faire bref, elle regrette la perte de sa distinction.

Dans ce que concerne au court terme, je voudrais dégager :

- 1) le ralentissement du taux de croissance économique (7,5% en 2010, 2,7% en 2011, 0,9% en 2012) ;
- 2) la légère augmentation du taux d'inflation dans les premiers mois de l'année (IPCA a atteint 3,15% de janvier jusqu'à juin, étant plus accentué en certains produits saisonniers). Cette augmentation n'est pas si significative si l'on considère l'évolution des trois dernières années, quand l'inflation annuelle s'est située autour de 6%, mais elle a déclenché une intense campagne des media, qui, dans leur grande majorité, s'opposent aux gouvernements du PT. Selon les media, la stabilité était menacée en raison des erreurs de l'équipe économique gouvernemental et de la corruption.
- 3) La corruption est un sujet à part. Depuis 2005 le gouvernement est accusé d'avoir payé des députés d'autres partis pour voter en faveur de ses projets de loi au Parlement. A l'époque, la droite a essayé un mouvement pour empêcher le président Lula de continuer son mandat, mais n'a pas trouvé d'écho. Ce scandale, surnommé « mensalão » a provoqué une reorientation politique du gouvernement, qui a décidé d'intensifier les programmes sociaux pour maintenir son soutien populaire. Les dénonciations sont revenues avec force en 2012, quand les principaux responsables du scandale ont été jugés par le STF (la Cour Supreme) et condamnés. Le procès est parsemé d'irregularités juridiques et certains condamnés essayent de faire appel à la Cour International de Justice. Le fait qu'ils ne soient pas encore

arrêtés provoque une révolte parmi certains secteurs sociaux et une forte campagne à travers les media.

- 4) les dépenses publiques liées à l'organisation de la Coupe du monde de football sont aussi exploitées dans le cadre de la corruption. On parle de détournement de ressources, on met le budget social en comparaison avec celui des oeuvres « pharaoniques ».

Dans ce contexte, l'augmentation du ticket de bus de 20 centimes de Reais (environ 7 cents d'Euros) a été le déclencheur qui a réussi à catalyser une insatisfaction qui augmentait à gauche comme à droite, pour des raisons fort différentes. Les tarifs et la mauvaise qualité du transport en commun ne sont pas un problème nouveau pour ceux qui l'utilisent, ce qui n'est pas le cas de la majeure partie des classes moyennes. Paradoxalement, deux mesures du gouvernement fédéral qui ont bénéficié aux secteurs populaires et à quelques secteurs moyens ont contribué à aggraver ce problème: le programme Minha Casa, Minha Vida, sur lequel j'ai déjà parlé, parce qu'il a déplacé encore plus de gens vers les périphéries, et l'expansion du crédit, qui a augmenté le nombre de voitures en circulation, mais a aussi provoqué l'endettement des familles. L'endettement des familles constitue, d'ailleurs, un autre facteur pour que la perception de détérioration de la situation économique s'amplifie. On avait, donc, plusieurs raisons pour protester et chacun pouvait trouver la sienne. Si les demandes initiales étaient l'annulation de l'augmentation du tarif et la gratuité des transports, dans la dynamique du mouvement d'autres revendications ont été ajoutées, comme l'amélioration des services publics et la fin de la corruption. La répression démesurée lors des premières manifestations du 06 et surtout du 13 juin, quand des étudiants ont été arrêtés et des journalistes blessés par des balles en caoutchouc, a joué un rôle important dans le conflit. Les organes de presse – que jusqu'à là présentaient les manifestants comme des vandales et considéraient les interdictions à la circulation comme un attentat au droit de se déplacer librement – ont changé leur position au moment que le gouvernement fédéral est devenu la cible principale de la protestation. La droite s'est aperçue de la possibilité de récupérer la manifestation pour attaquer Dilma et l'affaiblir à l'aube des élections présidentielles de 2014, en essayant de mettre l'accent sur la question de la corruption. Des secteurs qui n'avaient pas pris part aux manifestations jusqu'à l'intensification de la répression y ont ainsi adhéré au nom d'un discours nationaliste et

des mots d'ordre comme : « le geant s'est réveillé », « réveilles toi Brésil », « change Brésil » .

Mais qui étaient les manifestants ? Il y a plusieurs groupes sociaux confondus, ce qui explique la grande hétérogénéité de revendications et de positions politiques. La composition varie selon chaque ville, son histoire de luttes et la tradition de militantisme, aussi bien que le profil du gouvernement local. Il y a des différences entre Rio (qui est très marqué par l'action de la police dans les bidonvilles, par un fort mouvement étudiant et des enseignants de l'école publique) et São Paulo, où l'alliance entre les enseignants et les étudiants ne s'est pas encore produite. J'ai accompagné tout cela à distance, de façon que je ne peux que m'appuyer sur les analyses sociologiques faites à chaud, aux témoignages de ceux qui ont participé et aux sondages diffusés par la presse. De toute façon, j'essaie d'intégrer les données recueillies dans la démarche que je vous ai présenté afin d'appréhender les rapports entre les mouvements sociaux et les gouvernements du PT dans une perspective élargie et de moyenne durée.

Un sondage réalisé par l'Institut *Datafolha* le jour de la plus grande manifestation à São Paulo (le 20 juin) montre que 63% des manifestants sont des hommes; 53% des jeunes avec moins de 25 ans ; 77% ont un diplôme de niveau universitaire; 22% sont des étudiants et 84% se déclarent sans affiliation partisane.

Les initiateurs des manifestations, les intégrants du MPL, sont majoritairement des jeunes étudiants de la classe moyenne, de gauche, mais pas forcément liés aux partis politiques. Les jeunes travailleurs précaires ont rapidement adhéré à la protestation. Ces sont de jeunes qui travaillent principalement dans le secteur de services, qui n'ont pas de sécurité sociale, reçoivent des bas salaires (autour de 1,5 salaire minimum, selon Pochmann, 2012), sont parfois entrés dans l'université, mais dans une université qui a beaucoup de problèmes : s'ils se trouvent dans le privé, qui concentre 70% des inscriptions, ils paient de droits d'inscription très élevés pour un enseignement de mauvaise qualité ; si ils sont dans le public, ils sont confrontés à des problèmes d'infrastructure et de permanence (logement, transport, des conditions financières pour se maintenir sans l'aide des parents). Ce sont de jeunes qui n'ont pas non plus d'appartenance partisane ni d'insertion syndicale.

Les classes moyennes de gauche, affilié aux partis et aux mouvements d'opposition au PT, ont adhéré dès les premières heures, mais à plusieurs occasions des

militants qui portaient des drapeaux des leurs organisations ont été harcelés par les manifestants qui craignent une récupération du mouvement, ou par ceux qui, à droite, identifiaient n'importe quel drapeau rouge au PT. C'est vrai que ces mouvements sociaux de gauche rassemblent de secteurs populaires, sont enracinés dans les périphéries, surtout parmi les populations menacées d'expulsion, et que les manifestations ont eu de retentissements importants dans ces lieux, mais il ne me semble pas évident que les travailleurs aux plus bas revenus, ainsi que les ouvriers, aient été majoritaires dans les manifestations. Ceux aux bas revenus parce qu'ils sont les bénéficiaires directs de politiques sociales et ont vu leur situation s'améliorer, même si les inégalités structurelles persistent ; les ouvriers et d'autres travailleurs formés du privé parce que eux aussi ont obtenu de conquêtes et parce que leurs organisations syndicales, dans leur majorité, soutiennent le gouvernement.

Cette situation témoigne des difficultés rencontrées par les centrales syndicales tant pour mobiliser leur base que pour élargir leur sphère d'influence auprès des manifestants. Ainsi, les deux journées nationales de luttes appelés par le centrales pour rattraper le pas, en juillet et août 2013, n'ont pas atteint la même ampleur des manifestations de juin, et n'ont pas réussi à articuler les manifestants de juin aux revendications syndicales.

L'identification de la majeure partie du mouvement syndical au gouvernement est à la base des difficultés de cette articulation, malgré le fait que l'agenda syndical soit fort étendu, incluant la réduction de la durée du travail, l'augmentation du budget pour la santé et l'éducation publique, l'amélioration des transports en commun, la fin des ventes aux enchères des puits de pétrole. Cet agenda unitaire n'empêche pas que les objectifs des centrales continuent à être distincts : les alliés du PT essayent de protester sans mettre en danger la stabilité du gouvernement tandis que ses adversaires essayent au contraire d'amplifier le mouvement de contestation dans l'espoir de construire une alternative de gauche. Cependant, la critique à la corruption et la demande en faveur d'une politique plus horizontale, renforcent le discours non partidaire et la tendance à « jeter tout le monde dans le même sac », ce qui peut expliquer les difficultés du syndicalisme radical – très lié aux partis de gauche – à se développer.

Je conclus là-dessus, en espérant avoir donné quelques éléments de réponse aux questions de départ et en me mettant à votre disposition pour le débat.

Références :

ANTUNES, Ricardo. “A ‘engenharia da cooptação’ e os sindicatos no Brasil recente”. *Jornal dos Economistas*, Rio de Janeiro, n. 268, novembro, 2011.

ARCARY, Valério. *Um reformismo quase sem reformas*. São Paulo: Editora José Luís e Rosa Sundermann, 2011.

BOITO JR., Armando. A hegemonia neoliberal no governo Lula. *Crítica marxista*, Rio de Janeiro, v. 17, p. 9-35, 2003.

BOITO JR., Armando et al. 2011. “Brasil: o movimento sindical e popular na década de dois mil”. In: MODONESI, M.; REBÓN, J. (Orgs.) *Una década en movimiento: luchas populares en América Latina en el amanecer del siglo XXI*. Buenos Aires: CLACSO/Prometeo.

BOITO JR., Armando et Marcelino, Paula. “O sindicalismo deixou a crise para trás? Um novo ciclo de greves na década de 2000”. *Cadernos CRH*, Salvador, vol 23, n° 59, pp. 323-338, 2010.

COLETTI, Claudinei. Avanços e impasses do MST e da luta pela terra no Brasil nos anos recentes. In: *Movimientos sociales y conflictos en América Latina*. José Seoane. CLACSO, Buenos Aires, Argentina. Programa OSAL. 2003.

COUTINHO, Carlos Nelson, “A hegemonia da pequena política” in Francisco de Oliveira, Ruy Braga e Cibele Rizek (Org.) *Hegemonia às avessas*. São Paulo: Boitempo, 2010.

DAGNINO, Evelina “Sociedade civil e espaços públicos no Brasil”. In: Dagnino (org.) *Sociedade civil e espaços públicos no Brasil*. São Paulo: Paz e Terra, 2002.

DATALUTA, Banco de dados da luta pela terra. Relatório Brasil, 2011.

DRUCK, G. 2006. “Os sindicatos, os movimentos sociais e o governo Lula: cooptação e resistência”. *OSAL*, n ° 19, Buenos Aires, enero-abril.

GALVÃO, Andréia. *Neoliberalismo e reforma trabalhista no Brasil*. Rio de Janeiro: Revan, 2007.

HIRATA, Francine; OLIVEIRA, Nathália. Os movimentos dos sem-teto de São Paulo no contexto neoliberal. In: BOITO, A.; GALVÃO, A. (Orgs.) *Política e classes sociais no Brasil dos anos 2000*. São Paulo: Alameda/Fapesp, 2012.

LANZARO, Jorge. “La socialdemocracia criolla”. *Nueva Sociedad*, nº 217, septiembre-octubre: 40-58, 2008.

PINASSI, Maria Orlanda. Uma ontologia dos movimentos sociais de massas e o protagonismo atual das mulheres da Via Campesina. *Metástases do irracionalismo: ensaios sobre miséria ideológica e a crise estrutural do capital*. São Paulo: Boitempo, 2009.

POCHMANN, Márcio. Nova classe média? O trabalho na base da pirâmide social brasileira. São Paulo: Boitempo, 2012.

SINGER, André. *Os sentidos do lulismo*. Reforma gradual e pacto conservador. São Paulo: Companhia das Letras, 2012.

TROPIA, Patrícia. *Força Sindical: política e ideologia no sindicalismo brasileiro*. São Paulo: Expressão Popular, 2009.